

Le crime impardonnable d'un directeur catholique

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 17 avril 2020

Le monde de l'enseignement catholique parisien est en effervescence à la suite d'une situation totalement inédite : le directeur du prestigieux établissement parisien Saint-Jean de Passy, François-Xavier Clément, et son préfet des terminales, Jean Ducret, ont été mis à pied, « mis en retrait », par le conseil d'administration, sans aucune autre forme de procès, ainsi qu'il a été notifié aux parents et au corps enseignant dans un courrier sibyllin adressé à la sortie du week-end pascal, mardi 14 avril.

Les termes employés par le conseil d'administration pour justifier sa décision sont **plus que vagues et ambigus**. Ils parlent de « pratiques managériales dysfonctionnelles », d'atteintes « à la sécurité et à la santé physique et psychique des collaborateurs ». En plein confinement, on se demande ce que cela peut bien signifier.

En fait de dysfonctionnements managériaux, parlons-en. **Le procédé d'éviction est d'une rare brutalité, à un moment particulièrement mal choisi** : semaine de Pâques, en plein confinement, alors qu'administrer un établissement dans ces conditions représente un défi quotidien, et à deux mois de la fin de l'année. A peu près aussi suspect dans les intentions que lorsque le gouvernement fait passer une loi le 14 août ! Il est difficile d'accorder du crédit au fond du dossier devant les méthodes employées. François-Xavier Clément est veuf, a quatre enfants et une mère malade à charge, il vient de perdre son père du coronavirus. Jean Ducret est père de douze enfants. Même les païens prennent plus de précautions devant de telles situations familiales. Quelle image le CA donne-t-il du « management » à la sauce catho !

L'incompréhension, la colère dominent. Les débats font rage, la presse bruit du scandale, et les articles se multiplient, dans la presse généraliste comme dans la presse de droite.

A Liberté politique comme à Stop au porno, nous connaissons bien François-Xavier Clément. **Nous avons eu l'occasion de travailler avec lui à plusieurs reprises**, notamment lors de l'organisation de nos premières Assises de la lutte contre la pornographie, dont il a été un intervenant de premier plan, ou lors de la Nuit du Bien commun, puisque chaque année ce sont les lycéens de Saint-Jean de Passy qui en assurent l'accueil et le service d'ordre. Un homme d'une grande droiture, affable et facile d'accès, tenant un discours d'une rare profondeur sur la vocation de l'enseignant, et la mission de l'enseignement catholique. Un homme de conviction, qui sait qu'il n'y a aucune réussite scolaire qui vaille sans vie intérieure et sans morale, et qu'il ne sert à rien de réussir les concours si c'est pour perdre son âme. Un homme très attaché à la liberté scolaire, comme le prouve son soutien à des structures comme l'Institut Libre de Formation des Maîtres, ou l'Ecole Professorale de Paris, hébergés dans ses murs.

Quand on essaie de creuser le dossier, avec le peu d'informations dont on dispose, **on est stupéfait de l'indigence de l'accusation**. Il serait question de « souffrances au travail » pour des cadres, qui imposaient des mesures « d'urgence », mais le comité social et économique de l'établissement n'a jamais été saisi, pas plus que la médecine du travail et il n'y a jamais eu de plaintes. Un audit a eu lieu en janvier, à la demande du directeur diocésain membre du conseil d'administration ; un rapport a été émis, mais personne ne sait ce qui a été mis dedans ni ce qu'il préconise, et surtout pas les deux prévenus, qui n'ont pas eu la chance de bénéficier de la présomption d'innocence, qui est tout de même censée être garantie par notre constitution.

Derrière la manœuvre, se détache une figure, celle de Jean-François Canteneur, directeur diocésain de l'enseignement catholique à Paris, et membre du CA de Saint-Jean de Passy. Il ne répond pas aux sollicitations des journalistes, mais ce n'est un mystère pour personne qu'il n'apprécie par le directeur de Saint-Jean et ses orientations. Pensez-donc ! Un directeur catholique, qui s'assume comme tel, qui veille à l'éducation *intégrale* de ses élèves, qui a mis en place un uniforme, et mis Notre-Dame à l'honneur en

plaçant sa statue au centre de la cour. Cela fait désordre, quand **tant d'établissements n'ont plus de catholiques que le nom**, font dans la surenchère laïcarde et dans l'hymne à la diversité, y compris parfois en changeant de nom, relaient le pire des manuels et des programmes officiels, obsédés qu'ils sont à l'idée de ne pas perdre les subventions de l'Etat. A l'évidence, un directeur catholique, qui voudrait que l'enseignement catholique soit catholique est un élément dangereux pour la Direction diocésaine. Une tentative pour l'écarter avait déjà eu lieu de la part de professeurs de prépas en 2018, tandis que des parents dénonçaient une dérive « national-catholique ». Le crime de vichysme n'était pas très loin... : pensez donc, on incitait les élèves à aller à se confesser ! Aujourd'hui, vraiment, c'est bien le danger qui guette l'enseignement privé ! On croit rêver. A l'époque, heureusement, le diocèse avait estimé qu'il s'agissait d'un non-problème. Mais cette fois, que va-t-il se passer ? Il est malheureusement tellement fréquent que les Directions diocésaines, à Paris comme ailleurs, mettent un point d'honneur à renier les engagements de l'enseignement catholique, pour le transformer en **un enseignement public déspiritualisé mais socialement privilégié**.

Parents, professeurs, administratifs sont sous le choc. Une pétition de soutien a été lancée, et a déjà recueilli plus de 2 000 signataires. Il est frappant, en parcourant les commentaires qui l'accompagnent, de voir le nombre de parents, d'élèves, mais aussi d'enseignants qui sont a priori bien placés pour juger du fonctionnement managérial de leur directeur, affirmant tout à la fois leur intense épanouissement d'avoir pu travailler aux côtés de François-Xavier Clément et leur incompréhension devant la sanction. Une telle accumulation de cris d'alarmes et de témoignages bienveillants force le respect. Sur la porte de l'établissement, on peut lire depuis hier une affichette : « Pas de rentrée sans Clément et Ducret ! » **A notre tour de relayer ce slogan ! Il s'agit là d'un combat spirituel et d'un combat de civilisation.** Que MM. Clément et Ducret soient assurés de tout notre soutien et de notre amitié.

François Billot de Lochner - Président de Liberté politique, du collectif France Audace et de Stop au porno

Constance Prazel - Déléguée générale de Liberté politique

Pierre-Marie Sève - Délégué général de Stop au porno

Pour signer la pétition de soutien :

<https://www.change.org/p/famillegavini-gmail-com-pour-le-maintien-de-monsieur-cl%C3%A9ment>

Pour soutenir financièrement la défense juridique de François-Xavier Clément et Jean Ducret :

<https://www.leetchi.com/c/soutien-pour-la-defense-de-francois-xavier-clement-et-jean-ducret>

Pour écrire à Mgr Aupetit : mca@diocese-paris.net